



VILLE DE
Mascouche

Procédure portant
sur la réception et
l'examen des plaintes
**formulées dans
le cadre de l'adjudication
ou de l'attribution
d'un contrat**

Mai 2019

TABLE DES MATIÈRES

Article 1	PRÉAMBULE	3
Article 2	OBJECTIF DE LA PROCÉDURE	3
Article 3	INTERPRÉTATION	3
Article 4	APPLICATION	4
Article 5	PLAINTES FORMULÉES À L'ÉGARD D'UN PROCESSUS D'ADJUDICATION	4
	5.1 Intérêt requis pour déposer une plainte	4
	5.2 Motifs au soutien d'une plainte.....	5
	5.3 Modalités et délai de transmission d'une plainte	5
	5.4 Contenu d'une plainte	5
	5.5 Critères de recevabilité d'une plainte	6
	5.6 Réception et traitement d'une plainte	6
	5.7 Décision	7
Article 6	MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS ET PLAINTES FORMULÉES À 'ÉGARD D'UN PROCESSUS D'ATTRIBUTION	7
	6.1 Motif au soutien d'une manifestation d'intérêt.....	7
	6.2 Modalité et délai de transmission d'une manifestation d'intérêt	7
	6.3 Contenu d'une manifestation d'intérêt.....	7
	6.4 Critères d'admissibilité d'une manifestation d'intérêt.....	8
	6.5 Réception et traitement de la manifestation d'intérêt	8
	6.6 Décision	9
Article 7	ENTRÉE EN VIGUEUR ET ACCESSIBILITÉ	9

ATTENDU QUE le projet de loi n° 108, *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27, ci-après : la « Loi »), a été sanctionné le 1^{er} décembre 2017;

ATTENDU QUE suite à cette sanction et conformément à l'article 573.3.1.3 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19, ci-après : « LCV ») une ville doit se doter d'une procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication d'un contrat à la suite d'une demande de soumissions publique ou de l'attribution d'un contrat de gré à gré avec un fournisseur unique comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal de demande de soumissions publique;

CONSIDÉRANT les orientations retenues par le conseil municipal et la direction générale, dont témoignent notamment l'avis de motion 190513-06 ainsi que le projet de règlement numéro 1264 déposé lors de la séance du conseil du 13 mai 2019;

ATTENDU QU'il y lieu de consigner et rendre publique la procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat, dont la Ville de Mascouche (« Ville ») a décidé de se doter;

ATTENDU QUE cette procédure concerne certaines plaintes visées par ledit projet de règlement et précise certaines modalités de traitement à leur égard;

EN CONSÉQUENCE, LA PRÉSENTE PROCÉDURE EST ÉTABLIE :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente procédure.

ARTICLE 2 OBJECTIF DE LA PROCÉDURE

La présente procédure vise à assurer un traitement équitable des plaintes formulées auprès de la Ville dans le cadre d'un processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat visé.

ARTICLE 3 INTERPRÉTATION

À moins de déclaration expresse à l'effet contraire ou résultant du contexte ou de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont, dans la présente procédure, le sens et l'application que lui attribue le présent article :

« **Avis d'intention** » : un avis d'intention tel que visé à l'article 163 de la Loi et à l'article 573.3.0.0.1 de la LCV.

« **CITP** » : comité indépendant de traitement des plaintes dont il est question à l'article 4 des présentes.

« **Contrat visé** » : contrat pour l'exécution de travaux ou pour la fourniture d'assurance, de matériel, de matériaux ou de services, incluant les services professionnels, que la Ville peut conclure et comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal de demande de soumissions publique applicable.

« **Processus d'adjudication** » : tout processus de demande de soumissions publique en cours devant mener à l'adjudication d'un contrat visé.

« **Processus d'attribution** » : tout processus visant à attribuer de gré à gré un contrat visé avec un fournisseur qui est le seul en mesure de fournir les matériaux, le matériel ou les services demandés, conformément à l'article 573.3.0.0.1 de la LCV.

« **Responsable désigné** » : personne chargée de l'application de la présente procédure, suivant le premier alinéa de son article 4.

SEAO : Système électronique d'appel d'offres visé à l'article 11 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1).

La présente procédure s'applique, avec les adaptations nécessaires, à un processus d'homologation ou de qualification au sens (notamment de l'article 573.1.0.2) de la LCV.

ARTICLE 4 APPLICATION

L'application de la présente procédure est confiée au greffier de la Ville, sous réserve de ce qui suit.

Cette personne est responsable de recevoir les plaintes de même que les manifestations d'intérêt (indifféremment les « demandes »), de pourvoir aux vérifications et analyses qui s'imposent et d'y répondre dans les délais requis par la Loi.

La gestion et le traitement de ces demandes sont confiés au greffier et selon le cas, sous sa présidence, au Comité indépendant de traitement des plaintes (« CITP ») par lui constitué, composé du procureur secteur pénal et criminel ainsi que de la trésorière de la Ville, qui peuvent s'adjoindre tout autre membre suppléant ou surnuméraire; en cas de conflit d'intérêts, le greffier ou un membre du CITP se retire et est remplacé par un membre *ad hoc* nommé par les autres membres, dont la situation permet d'assurer le degré d'indépendance s'imposant face à l'administration.

ARTICLE 5 PLAINTES FORMULÉES À L'ÉGARD D'UN PROCESSUS D'ADJUDICATION

5.1 Intérêt requis pour déposer une plainte

Seul une personne intéressée ou un groupe de personnes intéressées à participer à un processus d'adjudication en cours ou son représentant peut porter plainte relativement à ce processus.

5.2 Motifs au soutien d'une plainte

Une personne intéressée ou un groupe de personnes intéressées à participer au processus d'adjudication ou son représentant peut porter plainte relativement à ce processus lorsqu'elle considère que les documents de demande de soumissions publique :

- prévoient des conditions qui n'assurent pas un traitement intègre ou équitable des concurrents; ou
- prévoient des conditions qui ne permettent pas à des concurrents d'y participer bien qu'ils soient qualifiés pour répondre aux besoins exprimés; ou
- prévoient des conditions qui ne sont pas conformes au cadre normatif de la Ville.

5.3 Modalités et délai de transmission d'une plainte

Toute plainte doit être transmise par voie électronique au responsable désigné à l'adresse courriel suivante : greffe@ville.mascouche.qc.ca

Elle doit être présentée sur le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics disponible sur son site Internet.

Elle doit être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO.

5.4 Contenu d'une plainte

Une plainte doit contenir les informations suivantes :

- Date;
- Identification et coordonnées du plaignant :
 - nom;
 - adresse;
 - numéro de téléphone;
 - adresse courriel, s'il en est;
 - numéro de télécopieur s'il en est;
- Identification de la demande de soumissions visée par la plainte :
 - numéro de la demande de soumissions;
 - numéro de référence SEAO;
 - titre;
- Exposé détaillé des motifs au soutien de la plainte;
- Le cas échéant, tout document pertinent au soutien des motifs de la plainte;
- Toute autre information requise dans le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics.

5.5 Critères de recevabilité d'une plainte

Pour qu'une plainte puisse faire l'objet d'un examen par le responsable désigné et éventuellement par le CITP quant à son bien-fondé, elle doit remplir les conditions (cumulatives) suivantes :

- a) Être transmise par une personne intéressée au sens de l'article 5, paragraphe 5.1;
- b) Être transmise par voie électronique au responsable désigné;
- c) Être présentée sur le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics en vertu de l'article 45 de la Loi;
- d) Être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO;
- e) Porter sur un contrat visé;
- f) Porter sur le contenu des documents de demande de soumissions disponibles dans le SEAO au plus tard deux (2) jours avant la date limite de réception des plaintes; et
- g) Être fondée sur l'un des motifs énumérés à l'article 5, paragraphe 5.2 de la présente procédure, tout autre motif n'étant pas considéré dans le cadre de l'analyse.

5.6 Réception et traitement d'une plainte

Sur réception d'une plainte, le responsable désigné procède à un examen préliminaire de celle-ci conformément à la présente disposition, afin de s'assurer qu'elle n'est pas irrecevable à sa face même, frivole ou manifestement non fondée.

Il s'assure d'abord de l'intérêt du plaignant au sens de l'article 5, paragraphe 5.1.

S'il juge que le plaignant n'a pas l'intérêt requis, il l'avise sans délai en lui transmettant un avis à cet effet.

Après s'être assuré de l'intérêt du plaignant, il s'assure qu'il soit fait mention sans délai dans le SEAO, de la réception d'une première plainte.

Il s'assure par ailleurs que les autres critères de recevabilité prévus à l'article 5, paragraphe 5.5 sont rencontrés.

S'il juge que la plainte est non-recevable en vertu de l'article 5, paragraphe 5.5 c) de la présente procédure, il avise sans délai le plaignant en lui transmettant un avis à cet effet.

Si la plainte n'est pas recevable pour un des motifs énoncés à l'article 5, paragraphes 5.5 b) à g) de la présente procédure, la décision d'irrecevabilité est assimilée à une décision au sens de la Loi.

En l'absence de décision d'irrecevabilité quant à une plainte (n'étant pas manifestement frivole ou non fondée) selon ce qui précède, le responsable désigné, estimant qu'il y a matière à ce faire, en saisi le CITP si celui-ci peut être réuni en temps utile afin d'en évaluer le bien-fondé, sinon y pourvoit lui-même.

Selon le cas, le responsable désigné seul ou le CITP convient, avec le responsable de l'appel d'offres ou avec le service requérant, des vérifications qui doivent être effectuées afin d'analyser le bien-fondé des motifs allégués dans la plainte.

Il doit, lorsque les vérifications et analyses effectuées démontrent que la plainte est fondée, accepter la plainte et prendre les mesures appropriées pour y donner suite; dans le cas contraire, il doit rejeter la plainte.

5.7 Décision

Le responsable désigné doit transmettre la décision au plaignant par voie électronique après la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO, mais au plus tard trois (3) jours avant la date limite de réception des soumissions prévue. Au besoin, la date limite de réception des soumissions est repoussée. Ce nouveau délai est publié dans le SEAO.

Dans les cas où plus d'une plainte pour une même demande de soumissions sont reçues, le responsable transmet les décisions au même moment.

Au besoin, le responsable désigné reporte la date limite de réception des soumissions pour qu'un délai minimal de sept (7) jours reste à courir à compter de la date de transmission de la décision. Ce nouveau délai est publié dans le SEAO.

La décision doit indiquer au plaignant qu'il dispose d'un délai de trois (3) jours suivant la réception de la décision pour formuler, conformément à l'article 37 de la Loi, une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics.

Le responsable désigné fait mention sans délai de la transmission de la décision dans le SEAO.

ARTICLE 6 MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS ET PLAINTES FORMULÉES À L'ÉGARD D'UN PROCESSUS D'ATTRIBUTION

6.1 Motif au soutien d'une manifestation d'intérêt

Une personne peut manifester son intérêt à l'égard d'un contrat faisant l'objet d'un avis d'intention lorsqu'elle considère être en mesure de réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans cet avis publié dans le SEAO.

6.2 Modalité et délai de transmission d'une manifestation d'intérêt

Toute manifestation d'intérêt doit être transmise par voie électronique au responsable désigné à l'adresse courriel suivante : greffe@ville.mascouche.qc.ca

Elle doit être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite fixée dans l'avis d'intention publié dans le SEAO.

6.3 Contenu d'une manifestation d'intérêt

La manifestation d'intérêt doit contenir les informations suivantes :

- Date;
- Identification de la personne intéressée à conclure le contrat avec la Ville :
 - nom;
 - adresse;

- numéro de téléphone;
- adresse courriel s'il en est;
- numéro de télécopieur s'il en est;
- Identification de l'avis d'intention publié dans le SEAO :
 - numéro de contrat;
 - numéro de référence SEAO;
 - titre;
- Exposé détaillé et documentation démontrant que la personne est en mesure de réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans l'avis d'intention.

6.4 Critères d'admissibilité d'une manifestation d'intérêt

Pour qu'une manifestation d'intérêt puisse faire l'objet d'un examen par le responsable désigné, elle doit remplir les conditions suivantes:

- a) Être transmise par voie électronique au responsable désigné;
- b) Être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite fixée dans l'avis d'intention publié dans le SEAO;
- c) Porter sur un contrat visé;
- d) Être fondée sur le seul motif énuméré à l'article 6, paragraphe 6.1 de la présente procédure.

6.5 Réception et traitement de la manifestation d'intérêt

Sur réception d'une manifestation d'intérêt, le responsable désigné procède à l'examen et à l'analyse de celle-ci conformément à la présente disposition.

Il s'assure que les critères d'admissibilité prévus à l'article 6, paragraphe 6.4 sont rencontrés.

Il convient, avec le responsable du contrat ou le service requérant concerné par l'avis d'intention, des vérifications qui doivent être effectuées afin de s'assurer de la capacité de la personne à réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans cet avis.

Dans le cadre du traitement de la manifestation d'intérêt, le responsable désigné peut saisir le CITP de la demande en vue d'obtenir la position de ses membres à son égard si cela peut être fait en temps utile, de même que s'adjointre les services de ressources externes.

Le responsable désigné doit, lorsque les vérifications et analyses effectuées démontrent que la personne est en mesure de réaliser le contrat, accepter la manifestation d'intérêt et recommander de ne pas conclure le contrat de gré à gré. Dans le cas contraire, le responsable désigné recommande de poursuivre le processus d'attribution avec le fournisseur unique.

6.6 Décision

Le responsable désigné doit transmettre la décision à la personne qui a manifesté son intérêt par voie électronique au moins sept (7) jours avant la date prévue dans l'avis d'intention pour la conclusion du contrat.

Si ce délai ne peut être respecté, la date de conclusion du contrat doit être reportée d'autant de jours qu'il en faut pour le respecter.

La décision doit indiquer à la personne qui a manifesté son intérêt qu'elle dispose d'un délai de trois (3) jours suivant la réception de la décision pour formuler, conformément à l'article 38 de la Loi, une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics.

ARTICLE 7 ENTRÉE EN VIGUEUR ET ACCESSIBILITÉ

La présente procédure entre en vigueur le 25 mai 2019.

Dès son entrée en vigueur, la Ville la rend, conformément à l'article 573.3.1.3 LCV, accessible en tout temps, en la publiant sur son site Internet.



Directeur général



Greffier